

## **Le collectif Le Lierre veut une formation plus approfondie des agents publics à la transition écologique**

Dans un avis publié le 3 mars 2023, le collectif de fonctionnaires engagés pour la transition énergétique Le Lierre, revient, par la voix de Véronique Balbo Bonneval, également co-conceptrice du cycle supérieur de la transition de l'Inet et DGS d'une université, sur la formation des cadres de l'administration à la transition écologique, annoncée par le gouvernement en octobre. La note de sept pages propose le contenu de formation qui doit être, selon le collectif, "multidisciplinaire" et "transformante".



Pixabay

"Si on a formalisé cette note, c'est pour ne pas passer à côté d'une formidable occasion de formation aux enjeux de la transition écologique et que cela ait l'impact escompté sur les dirigeants." C'est très assurée que Véronique Balbo-Bonneval, membre du collectif Le Lierre, qui regroupe 1 300 hauts fonctionnaires, défend sa note d'analyse publiée le 3 mars 2023 (<https://le-lierre.fr/formation-des-fonctionnaires/>) sur la formation des fonctionnaires aux enjeux de la transition écologique.

Présenté par le gouvernement le 6 octobre 2022, le plan sobriété énergétique de l'État prévoit la formation de 200 directeurs d'administration centrale (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/680217>)), dont les sessions ont démarré dès octobre 2022 (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/687911>)). Ils seront suivis par 25 000 cadres supérieurs de la fonction publique d'État d'ici 2024, puis les 5,6 millions d'agents d'ici 2027. L'ambition affichée est de former massivement les fonctionnaires, exerçant notamment à des positions dirigeantes, aux enjeux de la transition écologique.

Une longue réflexion

Véronique Balbo-Bonneval explique à AEF info que cette note est le fruit "d'un long travail de réflexion et d'expérimentation commencé en 2005". À l'époque, elle fonde avec Jean Jouzel, paléo-climatologue alors membre du Giec, la première maison du développement durable à Saint-Quentin-en-Yvelines. En 2020, au sein de l'association ADT-Inet (Association des dirigeants territoriaux et anciens de l'Inet), elle co-conçoit le cycle supérieur de la transition, pour former les cadres de direction des grandes collectivités aux enjeux, complexes, de la transition écologique. "Ce cycle est vraiment le cahier des charges qui est à l'origine de cette note, complète l'administratrice territoriale. Ce n'est pas une note d'opportunité, mais le résultat de plusieurs années de travail, nourrie des rapports du Giec, de l'IPBES (Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques) [l'équivalent du Giec pour la biodiversité] et de connaissances scientifiques établies."

Comme d'autres représentants d'associations, Véronique Balbo-Bonneval est associée par le gouvernement en tant que membre du Lierre à la réflexion sur les formations des cadres et dirigeants des administrations de l'État. Elle reconnaît une "bonne initiative" de la part de l'État, mais elle constate sur les premiers programmes de formation "un vrai déséquilibre" concernant les enjeux traités : "Il y a une surexposition de la question du dérèglement climatique. Alors que le consensus scientifique, le sujet macro, c'est de préserver les conditions du vivant. [...] 90 % de la formation se concentrent sur la question du carbone."

Penser des politiques publiques réalisables

En d'autres termes, les formations des agents publics se concentreraient encore trop sur l'enjeu du réchauffement climatique, bien connu et plus antérieur dans les consciences, à la question de "l'effondrement du vivant". "Les politiques destructrices pour le vivant seraient donc une conséquence d'un manque d'information sur la limitation des ressources causée par celles-ci", affirme Le Lierre dans sa note. "La formation ne prévoit par exemple qu'une conférence sur la biodiversité. Pourtant, toutes les politiques publiques devraient les prendre en compte", ajoute Véronique Balbo Bonneval.

La question de la disponibilité des ressources et des matériaux, également, est peu traitée mais centrale selon elle : "La question des matériaux rares, indispensable pour la transition, comme le lithium, nécessite d'insister sur l'effondrement de la disponibilité de ceux-ci. [...] Donc nous pensons que si on ne forme pas, on n'aura pas la conscience de cette réalité et on fera des plans qui ne prioriseront pas les choses. Il faut penser des politiques publiques réalisables dans notre environnement dans 30 ans, pas seulement celui d'aujourd'hui."

DES ENJEUX COMPLEXES

Ainsi, le collectif décrit une série de sept thématiques d'apprentissages pour les agents qui permettraient de pallier ce manque de connaissance. La question du dérèglement climatique apparaît en troisième de la liste, précédée par deux autres questions : l'interdépendance et le caractère systémique des différentes dimensions (écologiques, climatiques, agricoles...) de la transition écologique, ainsi que les pressions exercées sur la biodiversité, le vivant et ses conséquences sur d'autres ressources, comme l'eau. Un quatrième point détaille la disponibilité et la raréfaction des matières, dont les données scientifiques appuient donc le caractère limité, ainsi que la dépendance aux "aléas géopolitiques" d'un "approvisionnement mondialisé". Les "grands récits" sont censés retracer l'évolution des hommes dans leur rapport à la nature et à l'économie. Enfin, les deux derniers versants d'apprentissages détaillent chacun les enjeux d'une "sobriété globale" et d'une "transition juste et équitable".

Au-delà de ces cours magistraux, la DGS conçoit la formation comme "transformante", c'est-à-dire ayant un impact sur les agents. Pour permettre cette prise de conscience, elle décrit notamment des "ateliers d'intériorisation", qu'elle explique : "Admettons que vous avez une conférence sur l'effondrement du vivant et le réchauffement climatique. C'est abstrait. L'atelier va travailler sur la projection. Conscientiser ce qui pourra être fait dans 30 ans permet que cela ne reste pas abstrait." Pour compléter ces ateliers, la note propose également des travaux sur des projets de collectivités ou d'entreprise en complément des cours magistraux.

"Qu'il y ait une formation obligatoire, c'est déjà extraordinaire"

La note affirme aussi que les "connaissances minimum à transmettre" supposent déjà "un accroissement significatif du volume horaire consacré à cette formation". Véronique Balbo-Bonneval le confirme, sans en estimer le nombre : "Qu'il y ait une formation obligatoire de 28 heures, c'est déjà extraordinaire. Cela n'a pas de sens de parler d'un nombre d'heures. L'idée serait vraiment plus de prendre en compte les processus psychologiques et pédagogiques dans la formation."

Adam Forrai, responsable des affaires générales du Lierre, rappelle que la position du collectif indépendant n'est pas de "conseiller" le gouvernement, mais de "réfléchir à ce que l'on pourrait faire de mieux". En octobre dernier, l'association avait déjà sondé une soixantaine de hauts fonctionnaires dans une contribution rendue publique le 7 novembre 2022 (<https://le-lierre.fr/cahier-de-doleances-cnr/>), dans le cadre du Conseil national de la refondation. Ces derniers observaient un "manque de formation", de "reconnaissance" et des "injonctions contradictoires" en matière de politiques de transition, ce qui avait motivé le collectif à rédiger cette note.

Sur les formations déjà en cours chez les directeurs, Véronique Balbo-Bonneval dit ne pas y avoir assisté. Adam Forrai préfère se montrer patient : "Je pense que c'est important de ne pas commenter quelque chose qui est encore en construction. Notre avis n'est pas une remise en question fondamentale de ce que fait le gouvernement [...]"

Notre ultime but dans cette histoire est d'avoir des politiques publiques plus ambitieuses de finance verte et de justice sociale, au-delà de ce sujet des formations."

Formation (<https://www.aefinfo.fr/rubrique/21308>) Biodiversité (<https://www.aefinfo.fr/rubrique/21228>) Changement climatique (<https://www.aefinfo.fr/rubrique/21215>)

Environnement (<https://www.aefinfo.fr/rubrique/21220>) Pouvoirs publics (<https://www.aefinfo.fr/rubrique/21217>)